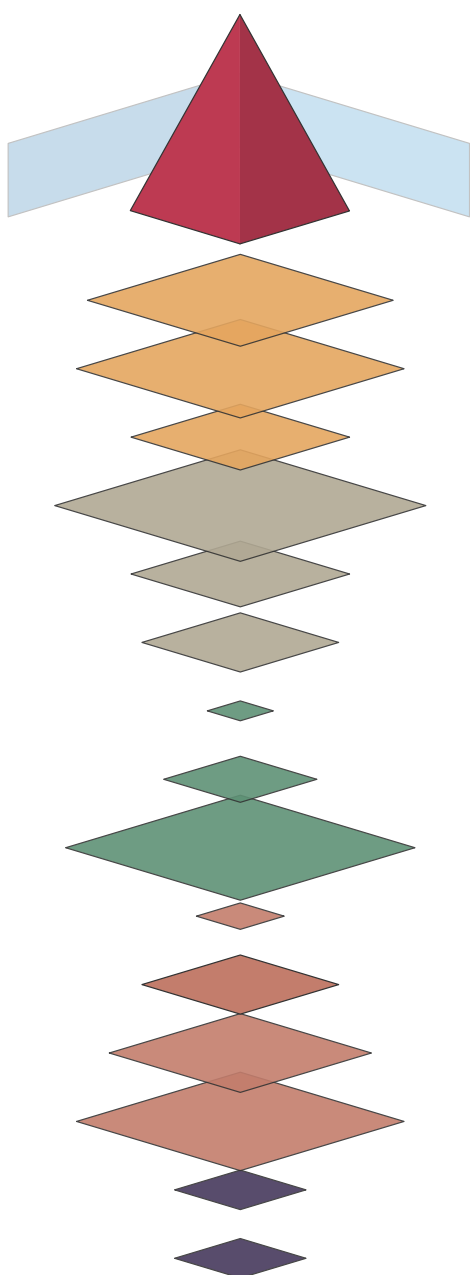


**TCHAD**



**5,50**  
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

74<sup>e</sup> sur 193 pays  
23<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
5<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale

**MARCHÉS CRIMINELS** **5,10**

TRAITE DES PERSONNES	7,00
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	7,50
RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	5,00
TRAFIC D'ARMES	8,50
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	5,00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	4,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	1,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	3,50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	8,00
COMMERCE D'HÉROÏNE	2,00
COMMERCE DE COCAÏNE	4,50
COMMERCE DE CANNABIS	6,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	7,50
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	3,00
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	3,00

**ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **5,90**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	5,00
RÉSEAUX CRIMINELS	6,50
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	8,50
ACTEURS ÉTRANGERS	5,00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	4,50

**2,42**  
**SCORE DE RÉSILIENCE**

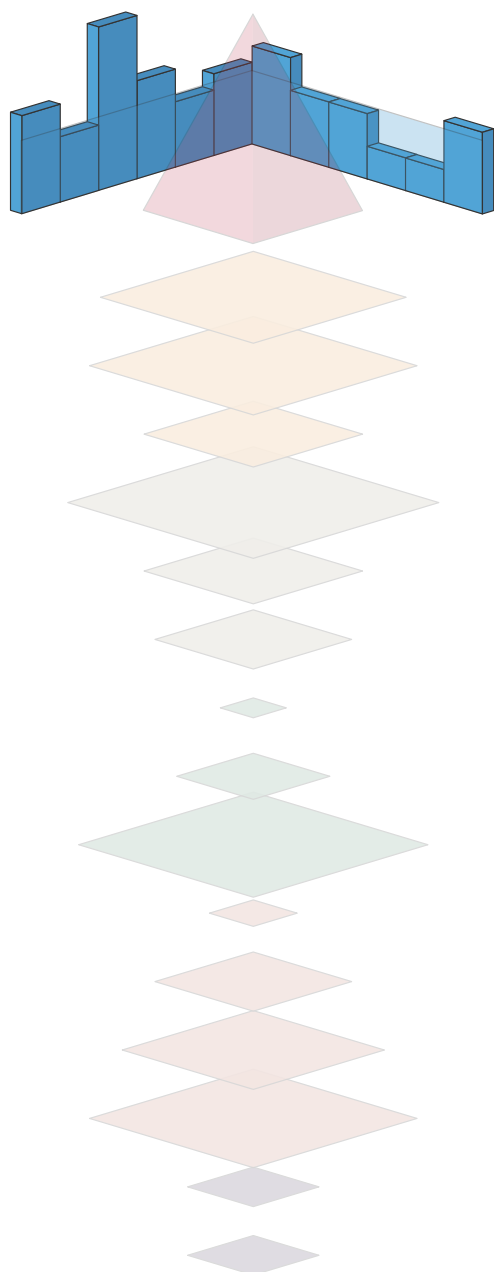


Financé par  
le gouvernement  
des États-Unis.



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

**TCHAD**



2,42

**SCORE DE RÉSILIENCE**

175<sup>e</sup> sur 193 pays  
44<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
7<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	3,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	2,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	3,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,00
FORCES DE L'ORDRE	2,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	3,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	1,00
PREVENCIÓN	1,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2,50



5,50

**SCORE DE CRIMINALITÉ**



**MARCHÉS CRIMINELS** 5,10



**ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** 5,90



Financé par  
le gouvernement  
des États-Unis.



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La traite des personnes reste très répandue au Tchad, en particulier aux frontières avec le Soudan et la Libye. La traite des personnes à des fins d'exploitation par le travail est principalement liée à l'exploitation artisanale de l'or, mais aussi à la servitude domestique, au travail agricole et à la pêche artisanale. L'exploitation sexuelle est moins fréquente. Les enfants, qui sont souvent confiés à des proches ou à des intermédiaires pour recevoir une éducation et un apprentissage, auraient été forcés à travailler dans un contexte de servitude domestique ou à garder du bétail, à mendier, à travailler dans les fermes, à extraire de l'or et à produire du charbon de bois. Les migrants irréguliers, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les rapatriés et les demandeurs d'asile qui se déplacent à travers le pays sont également particulièrement vulnérables à la traite.

Le trafic d'êtres humains à travers le Tchad implique principalement des mouvements vers le nord en direction de la Libye et des champs aurifères du nord du Tchad, les passeurs offrant souvent des voyages à crédit aux mineurs d'or potentiels. Cela conduit souvent les mineurs d'or à conclure des accords de travail proches de la servitude avec les propriétaires des sites aurifères, ce qui les expose à un risque élevé de trafic de main-d'œuvre. La plupart des personnes qui traversent le pays sont des Tchadiens, bien que des migrants étrangers du Soudan, de la République centrafricaine (RCA) et d'autres pays voisins voyagent également en plus petit nombre. Les Tchadiens sont techniquement autorisés à voyager à l'intérieur de leur pays, mais ils sollicitent souvent les services de passeurs car les autorités tchadiennes ont interdit les voyages vers le nord du Tchad, craignant que des Tchadiens ne rejoignent des groupes rebelles. Le Tchad est le pays de transit le plus courant pour les migrants du Darfour et du Soudan du Sud. Il y a également un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays qui risquent d'être victimes des passeurs dans le pays en raison des attaques récurrentes menées par des groupes armés non étatiques, notamment Boko Haram du Nigéria, dans la région du lac Tchad, ainsi que des conditions climatiques et environnementales qui se dégradent rapidement.

L'extorsion est l'un des principaux dangers auxquels sont confrontés les migrants irréguliers en transit. Les migrants trafiqués sont régulièrement victimes d'abus de la part de leurs passeurs et meurent des dangers du voyage. L'extorsion est également courante dans le pays, principalement pratiquée par des réseaux de passeurs et

des groupes armés tels que Boko Haram. Ces groupes contrôlent la sécurité ainsi que les permis de pêche dans certaines régions.

### COMMERCE

Les défis posés par la possession et la contrebande d'armes restent aigus au Tchad. Les frontières du pays sont poreuses et idéales pour les échanges illégaux d'armes. Plusieurs corridors différents sont utilisés pour le trafic d'armes, impliquant la majorité des pays voisins, y compris le Niger, le Soudan et la Libye, ainsi que le Nigéria, le Cameroun et la RCA. La prolifération de groupes armés à la plupart des frontières du pays a amplifié la demande d'armes. Le Tchad a été affecté par le débordement du conflit en Libye (qui a commencé en 2011), les hostilités au Darfour voisin (depuis 2003), qui se sont aussi manifestées de l'autre côté de la frontière, et l'instabilité dans la région du lac Tchad qui a commencé en 2009 avec l'insurrection de Boko Haram. Les violences intercommunautaires seraient en augmentation dans le pays, entraînant une demande nouvelle ou accrue d'armes. Les troubles au Tchad même et dans des endroits comme le nord du Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali, provoqués par des groupes armés non étatiques, ont augmenté la demande d'armes légères et de petit calibre et ont considérablement affaibli la capacité des gouvernements centraux de la région à contrôler leurs territoires respectifs et les frontières, ce qui a accru l'insécurité dans la sous-région.

Le commerce de produits de contrefaçon, tels que les produits pharmaceutiques, est très répandu en raison de la porosité des frontières et de l'approvisionnement en provenance de l'Inde et du Nigéria. Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier l'alcool, est en train de devenir une activité criminelle courante, qui peut avoir des effets néfastes sur l'économie nationale.

### ENVIRONNEMENT

Le commerce illicite de la flore est resté limité au cours des deux dernières années par rapport à d'autres pays d'Afrique centrale. Des écosystèmes forestiers sont disséminés dans le sud du pays, mais aucun cas de criminalité liée à la flore n'a été signalé. Les groupes armés non étatiques ont continué à transporter du bois vers le Soudan afin d'acheter des armes. Bien qu'il n'existe pas de données récentes sur l'ampleur des importations de bois illicite en provenance du Cameroun, on suppose que ce commerce se poursuit.

Les niveaux de criminalité liée à la faune restent inchangés. Le Tchad est toujours menacé par le braconnage à grande échelle des grands mammifères pour satisfaire la demande

internationale d'ivoire et d'autres trophées d'espèces protégées. Les braconniers comprennent des groupes locaux lourdement armés venant du Soudan, de la RCA et du Cameroun. Bien que les éléphants constituent toujours une ressource attrayante pour le braconnage, la présence de gardes forestiers a entraîné une diminution du braconnage au cours des dernières années. Il existe également une pratique répandue dans le nord du Tchad qui consiste à capturer des faucons et à les vendre à des acheteurs du Moyen-Orient.

L'extraction de l'or dans le nord du Tchad est en grande partie informelle et a lieu dans des zones reculées qui se trouvent pour la plupart hors de portée des autorités nationales, avec une longue histoire de rébellion et de mobilisation armée. Les zones d'extraction de l'or sont également situées au carrefour d'itinéraires régionaux de trafic. La plupart des flux de drogue transitent par le nord du Tchad, les champs aurifères servant de centres logistiques clés. Par conséquent, ces zones sont associées à des niveaux élevés de violence et d'activités illicites. Cependant, bien que ces activités d'extraction de l'or restent pour la plupart illicites, elles représentent également des opportunités d'emploi cruciales dans un contexte où les moyens de subsistance alternatifs sont rares. Les niveaux de violence liés à ce marché illicite sont élevés, principalement en raison des affrontements récurrents entre les groupes armés locaux et les forces militaires pour le contrôle des champs aurifères dans le nord du pays. La contrebande de carburant a également lieu dans le nord du Tchad pour approvisionner les zones d'extraction de l'or.

## DROGUES

Le Tchad est considéré comme un pays de transit pour l'héroïne, bien que le niveau global du trafic d'héroïne soit considéré comme minime. Il existe des liens entre les organisations terroristes nationales et régionales et le trafic de drogues illicites, y compris l'héroïne, par les itinéraires du Sahel en Afrique du Nord, à destination des marchés européens et nord-américains.

Le trafic de cocaïne au Tchad n'est pas très répandu mais reste plus important que celui de l'héroïne, le pays jouant un rôle de point de transit pour cette drogue. Dans l'est et le sud du pays, des groupes armés tirent profit du trafic d'héroïne et de cocaïne, ainsi que d'autres activités illicites, telles que le trafic de migrants et de véhicules.

Le commerce de cannabis, présent le long de la plupart de la frontière sud du Tchad, est resté stable ces dernières années. Le cannabis est produit le long des frontières avec le Nigéria, le Cameroun, la RCA et le Soudan et est également trafiqué vers le Tchad à partir de ces pays. Le trafic s'effectue principalement à partir du Nigéria et il y a une certaine production dans le sud du Tchad et dans la

région du lac Tchad. Bien que le conflit au Sahel central ait contribué à un léger déclin du trafic, des cargaisons de cannabis ont été saisies ces dernières années.

Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles, la consommation de Tramadol serait un problème persistant, dont les niveaux ont augmenté ces dernières années en raison de sa disponibilité et de son prix abordable. Bien que plus de la moitié des pharmacies du pays aient été fermées ces dernières années, certaines d'entre elles ayant été impliquées dans la vente clandestine de Tramadol, les données disponibles suggèrent que ces fermetures n'ont eu qu'un effet limité sur cette consommation. Le trafic de Tramadol est également alimenté par la demande dans les régions qui concentrent la main-d'œuvre telles que les champs aurifères. Les mineurs artisanaux du secteur informel de l'extraction de l'or utilisent le Tramadol pour augmenter leur productivité et apaiser leur faim. L'utilisation non médicale d'opioïdes pharmaceutiques a déclenché de nouvelles menaces pour la santé au cours des dernières années, atteignant un point critique.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Malgré le fait qu'internet soit plus cher au Tchad que dans d'autres pays africains, les groupes criminels organisés profitent des possibilités qu'il offre pour arnaquer ou escroquer la population et les piratages et activités frauduleuses impliquant des cryptomonnaies se multiplient dans le pays.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière sous forme de détournement de fonds publics, de corruption à grande échelle, de systèmes frauduleux cyber-facilités et de fraude fiscale à petite échelle est omniprésente. Des acteurs intégrés à l'État collaborent avec des acteurs étrangers à des systèmes de fraude fiscale plus sophistiqués.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Plusieurs gangs armés, groupes et rebelles interconnectés et liés à des acteurs étrangers opèrent au Tchad, notamment dans le nord et l'est du pays. Ces groupes polycriminels profitent de l'instabilité en Libye et au Tchad, où ils ont des bases, pour étendre leurs activités. Ils sont fortement impliqués dans diverses activités de trafic, notamment le trafic de drogue et la contrebande d'or. Dans l'extrême nord et l'est du pays, on assiste à une prolifération de trafiquants non organisés et informels, de bandits, de criminels, de voleurs et de gangs de la route.

La corruption est omniprésente dans l'administration tchadienne, les personnes impliquées jouant un rôle important dans la prévalence de la criminalité financière,

et les fonctionnaires des douanes et des forces de l'ordre sont connus pour accepter des pots-de-vin de la part des trafiquants. Il a également été rapporté que des agents chargés de la protection des espèces sauvages étaient impliqués dans le commerce illicite de l'ivoire. En ce qui concerne les acteurs étrangers, le Tchad est l'épicentre de la criminalité transfrontalière dans la région. Les incursions de groupes soudanais et de ressortissants de la RCA sont fréquentes. Il existe également de petites milices étrangères autonomes dans le pays qui sont connues pour

être impliquées dans le braconnage des espèces sauvages, la traite des personnes, le trafic d'armes et de minerais, le banditisme et les enlèvements.

Les acteurs étrangers d'origine asiatique sont de plus en plus impliqués dans le trafic de minerais et d'ivoire et dans le blanchiment d'argent. L'instabilité croissante du pays a donné l'occasion à des groupes armés basés dans les pays voisins de lancer des incursions. Plusieurs acteurs du secteur privé sont également impliqués dans des activités de criminalité organisée, les industries du bois, pharmaceutique, pétrolière et minière étant les plus touchées.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le cadre réglementaire et institutionnel pour lutter contre la prévalence de la criminalité organisée au Tchad est faible. Le gouvernement a pris certaines mesures pour s'attaquer à la menace des groupes armés, mais en utilisant une approche uniquement sécuritaire. En outre, l'objectif n'a pas nécessairement été de s'attaquer à la criminalité elle-même, mais plutôt de combattre l'opposition politico-militaire armée ou de sécuriser l'accès aux zones d'exploitation artisanale de l'or. Après la mort, en avril 2021, du président Idriss Déby, qui aurait été tué sur le champ de bataille alors qu'il dirigeait les troupes contre le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, l'armée a suspendu la Constitution, dissous le parlement et le gouvernement et placé le fils de Déby, Mahamat Idriss Déby, à la tête d'un Conseil militaire de transition. Dans l'ensemble, la transparence du gouvernement reste limitée et le pays est perçu comme ayant l'un des niveaux de corruption les plus élevés au monde. Les mécanismes de contrôle et de responsabilité sont quasiment inexistants. Les administrations publiques, du sommet jusqu'à la base, ne répondent pas à l'ampleur de la criminalité organisée transnationale (COT) et n'en assument pas la responsabilité. Toutefois, des officiers de l'armée et d'autres agences de sécurité ont été jugés, emprisonnés et condamnés à des amendes pour leur implication dans des activités de trafic de drogue.

Le Tchad a donné des signes clairs de promotion de la coopération internationale dans la lutte contre la COT. Le pays entretient des relations étroites avec un large éventail d'organisations internationales dans la lutte contre la COT et le terrorisme au Sahel. L'UE, la France et les États-Unis considèrent le pays comme un partenaire essentiel dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée dans l'ensemble de la région et le Tchad est l'un des principaux partisans de l'alliance G5 Sahel. Les forces tchadiennes

ont également joué un rôle essentiel dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies, spécifiquement au Mali, et le pays a ratifié plusieurs traités internationaux relatifs à la criminalité organisée. Au niveau national, bien que le Tchad dispose de certains cadres juridiques pour lutter contre la criminalité organisée, leur mise en œuvre reste un défi. En outre, dans certaines régions du pays, les pratiques traditionnelles légitiment certaines activités telles que le trafic de main-d'œuvre.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Il n'existe pas au Tchad d'unités judiciaires spécialisées dans la lutte contre la criminalité organisée. La présence de l'État et du pouvoir judiciaire dans certaines régions du pays où se produisent des rébellions armées est extrêmement faible. L'application de la loi reste confinée aux grandes villes et reste limitée géographiquement et fonctionnellement. Les tentatives d'application de la loi aboutissent souvent à des conflits dans les régions où les lois religieuses traditionnelles prévalent. Malgré cela, des groupes de travail spéciaux à vocation géographique ou thématique spécifique ont été créés et ont obtenu un certain succès dans la lutte contre la criminalité. Toutefois, le pays manque encore d'unités spécialisées des forces de l'ordre dédiées à la criminalité organisée.

L'intégrité territoriale du Tchad est restée généralement stable ces dernières années, bien que de vastes zones dans le nord et l'extrême nord et des corridors à la frontière avec le Soudan échappent encore partiellement ou totalement au contrôle du gouvernement central du pays, avec des marchés criminels florissants. La région de l'extrême nord, faiblement contrôlée par l'État central, reste en grande partie sous le contrôle de groupes armés locaux et subit régulièrement des incursions de groupes rebelles basés en Libye.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

En 2018, l'Assemblée nationale du Tchad a adopté une loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui prévoit des mesures provisoires et répressives. La capacité de réglementation économique du pays reste faible. Il n'y a pas eu de progrès significatifs dans la corrélation entre la réglementation économique et la lutte contre la criminalité organisée, la sécurité restant une priorité majeure pour l'État. Il est extrêmement difficile de faire des affaires au Tchad en raison de la faible capacité de réglementation économique du pays.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le soutien aux victimes et aux témoins au Tchad reste limité et concentré sur des zones géographiques clés. Le gouvernement a travaillé avec des organisations internationales pour soutenir les victimes de la traite des personnes. Cependant, aucune évolution significative n'a été enregistrée ces dernières années en ce qui concerne le soutien aux victimes et il n'existe pas de système fonctionnel qui soutienne légalement les victimes. Les mesures préventives contre la criminalité organisée restent faibles et les outils et mécanismes existants ne sont ni efficaces ni productifs. Certains groupes de la société civile ont essayé d'être proactifs à cet égard, mais leurs actions restent limitées géographiquement.

Les efforts déployés par le gouvernement et les ONG comprennent des mesures préventives concernant la criminalité cyberdépendante, la criminalité liée à la faune, la contrefaçon de carburant et d'alcool. Une poignée d'organisations concentrent leurs activités sur les droits de l'homme, la traite des personnes et la criminalité liée à la faune. En ce qui concerne les médias, les journalistes sont souvent arrêtés ou attaqués pour leurs reportages négatifs sur le gouvernement.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*